**Zeitschrift:** Protar

**Herausgeber:** Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

**Band:** 31 (1965)

**Heft:** 3-4

**Artikel:** Un problème à repenser : la protection ABC

**Autor:** Senarclens, G. de

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-364166

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 13.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

dienstlichen Hierarchie (inklusive Brigade), mit den kriegswirtschaftlichen Organen von Bund und Kantonen zusammenarbeiten. Man könnte sagen, die Wehrwirtschaft ist der verlängerte Arm der Kriegswirtschaft für die besondern Bedürfnisse der Armee. Sie kann ohne Inanspruchnahme der Mittel der Kriegswirtschaftsämter die Ressourcenlage nicht laufend nachführen. Im Requisitionsfall von bewirtschafteten Artikeln muss die totale Bedürfnislage der Zivilbevölkerung und der Armee berücksichtigt werden. Ein befriedigender Kompromiss kann nur gefunden werden, wenn die drei verantwortlichen Instanzen (Wehrwirtschaft, Kriegswirtschaft und Zivilschutz) gemeinsam die Verteilung der vorhandenen Ressourcen besprechen, was nur auf kantonaler Basis möglich ist. Derselbe Fall liegt vor, wenn ein Raum auf Selbstsorge gestellt wird.

Bei der Requisition von Dienstleistungen ist man wieder auf die Unterlagen der kantonalen Arbeitsämter und der Gemeindeeinsatzstellen angewiesen. Man kann sich leicht vorstellen, auf welche Schwierigkeiten man stossen würde, wenn man aus einem sekundären Teil eines Kantons innerhalb eines Kreises für die Bedürfnisse eines anderen Kantons Arbeitskräfte requirieren würde.

### ABC-Dienst

Im Sinne des totalen Krieges ist es zweckmässig, einen ABC-Dienst zu organisieren, auf dem sowohl die Zivilbevölkerung wie die Armee basieren können. Dies schliesst nicht aus, dass die Kampftruppen für ihre besonderen Verhältnisse über zusätzliche Mittel und Personal verfügen müssen. Zu den kantonalen Institutionen werden alle stationären Einrichtungen wie Labors, Warn- und Beobachtungsstellen usw. gehören. Die Ueberwachung der Luft- und Wasserqualität ist sicher zuerst eine zivile Angelegenheit. Der Kanton muss über einen Trinkwasserkataster verfügen. Er kennt die Ausweichmöglichkeiten bei Verseuchungen. Er muss die technischen Instanzen bereitstellen, um Störungen zu beheben.

Die Aufgabe des Territorialdienstes ist hier vor allem, die Truppe über alles zu orientieren, was sie über Strahlungsvorkommnisse, Verseuchungen, Wasserbezugsorte, Sperräume usw. wissen muss.

### Betreuungsdienst

Soweit es sich um ausländische Flüchtlinge oder Kriegsgefangene handelt, besteht keine besondere Bindung an kantonale Grenzen. Die Territorialbrigaden verfügen über die notwendigen Mittel und setzen die Betreuungsdetachemente da ein, wo Bedarf entsteht. Gewiss sind auch Kontakte mit kantonalen Behörden nötig, doch kaum in anderer Weise, als wenn eine Truppe in den Raum kommt, gewisse Rekognoszierungen vornehmen oder Dienstleistungen des Territorialdienstes beanspruchen muss.

Im Falle von Unterbringung von Obdachlosen im Sinne der Unterstützung des Zivilschutzes ergibt sich für die Betreuungsdetachemente eine engere Zusammenarbeit mit den Zivilbehörden.

### Sanitätsdienst

Im Ernstfall ist sowohl im Zivil als auch in der Armee mit einem ausserordentlichen Andrang von Verwundeten der Armee und des Zivilbereiches zu rechnen. Die vorhandenen Spitäler, gleichgültig ob Territorialspitäler, Notspitäler, Militärspitäler, Sanitätshilfsstellen usw. müssen den Andrang bewältigen. Im Frieden haben die Kantone ihren eigenen Sanitätsdienst aufgebaut. Es ist Sache des Territorialdienstes, die Bedürfnisse der Armee mit denen der Zivilbevölkerung zu koordinieren, was aber zweckmässig nur im Rahmen der bestehenden kantonalen Struktur geschehen kann.

### Geniedienst

Ein wirksamer Geniedienst kann nur in Zusammenarbeit mit den kantonalen Bauämtern organisiert werden.

## Un problème à repenser: La protection ABC

**Par le colonel G. de Senarclens**

« Une guerre européenne est possible. Elle serait vraisemblablement atomique. Les plus gros calibres seraient utilisés et exploseraient, au sol ou à basse altitude, près de nos frontières. Si nous avons peu de chance d'y être mêlé directement, notre sol pourrait devenir radio-actif, après que la bombe précitée ait détruit totalement Milan, Turin, Belfort, Stuttgart ou Munich, hommes et biens. Pendant une certaine période, le peuple suisse devrait vivre dans des abris aménagés à cet effet.»

### Soyons réalistes!

Présenter la guerre future de cette manière invraisemblable, a des avantages qui, bien entendu, n'ont pas été consciemment recherchés: on ne trouble pas nos bonnes habitudes, on n'ébranle pas la force de résistance du peuple suisse, puisque le formidable arsenal atomique russe et américain est destiné à nos voisins. On montre tout de même qu'il est nécessaire de protéger la population civile contre les retombées radio-actives, protection qui est parfaitement possible et efficace, si on s'y prend à temps. Du même coup, on engage l'armée à poursuivre à tous les échelons des exercices conventionnels, dans lesquels elle a atteint une maîtrise remarquable. Des événements atomiques intempestifs ne viendront rompre ni les données, ni le rythme des manœuvres. Les explosions atomiques seront l'affaire des spécialistes, qui mesureront la radio-activité et proposeront les mesures de protection. Ils fixeront, en particulier, la durée du séjour dans les caves.

Malheureusement la réalité serait toute différente et il est inconcevable qu'on puisse prétendre qu'une guerre atomique totale (engins dits stratégiques) ou partielle (engins dits tactiques) se limiterait pour la Suisse à un sol radio-actif.

Nous ne sommes d'ailleurs pas seuls à minimiser de cette manière les conséquences d'une guerre atomique. C'est, au contraire, tout à fait habituel que les pays qui s'attribuent une supériorité atomique en exagèrent les effets, tandis que ceux qui en sont dépourvus cherchent à les minimiser. Les Etats-Unis et l'URSS se sont trouvés successivement dans l'une et l'autre des situations.

Il est difficile pour une armée de milice de se séparer d'habitudes acquises pendant des décennies. C'est cependant indispensable, non seulement parce que les explosions atomiques sont accompagnées de phénomènes nouveaux pour le combattant (radio-actitité, rayonnement thermique, etc.), mais aussi parce qu'elles posent au commandement d'unité un dilemme qui est contraire à toute sa formation d'officier: « Poursuivre l'exécution de la mission et risquer des pertes disproportionnées » ou « Interpréter la mission en tenant compte de la radio-activité ambiante ». La protection doit, dans une guerre moderne, bien souvent l'emporter sur la mission.

Réaliser ce que serait cette guerre moderne demande de l'imagination et, surtout, une préparation approfondie. Rares sont ceux qui, en Suisse, ont franchi ce pas. C'est pourtant à ce prix seul que nous pourrons limiter les dégâts.

Trop nombreux sont encore ceux qui ne conçoivent que les armes conventionnelles. Ils ignorent donc que les armes atomiques constituent l'arsenal principal des grandes nations et que la plus petite bombe A a plus de puissance destructive que plusieurs centaines de groupes d'artillerie.

Plus nombreux encore sont ceux qui, année après année, relèguent l'« incident atomique » au dernier jour des exercices, afin qu'il n'entrave pas leur déroulement habituel et parce que les problèmes qu'il pose dépassent leurs connaissances. On décrète simplement que les explosions atomiques ne cadrent pas avec ce genre d'exercices. Malheureusement elles ne cadront jamais et, aujourd'hui, l'armée, aussi bien que la population civile, ne sont pas prêtes à affronter une guerre atomique.

L'histoire récente a montré à quel désastre conduit une fausse appréciation des moyens de l'ennemi et de ses intentions. Ne pas se préparer, à tous les échelons, à la guerre atomique, c'est être une guerre en retard.

### Notre préparation: spécialistes ABC

On pourrait tirer la conclusion de ce qui précède que rien n'a été fait pour se préparer à une guerre moderne, atomique, biologique ou chimique. Il n'en est heureusement pas ainsi et de réels efforts ont été entrepris. On a formé quelques centaines d'officiers spécialisés, auxquels sont attachés des physiciens, des biologues et des chimistes. On se plaît à leur reconnaître une bonne formation technique et un esprit de corps excellent. Ils disposent de laboratoires fixes et ambulants bien équipés.

Ce groupe de spécialistes poursuit hors service une activité profitable au service ABC. Il se charge généralement de la traduction des règlements et des documents techniques et d'études spéciales demandées par la section. Il s'agit incontestablement d'un corps d'élite.

Il fallait commencer par là, car, dans un domaine où les sciences physiques, biologiques et chimiques jouent le rôle déterminant, tout était à découvrir. Hiroshima et Nagasaki montraient le résultat effroyable de deux explosions atomiques faisant plus de 150 000 morts. Mais ces premières bombes de 1945 étaient en quelque sorte des produits de laboratoire. Il y a entre elles et les engins actuels la distance qui sépare la chaudière de Papin de celle d'un transatlantique moderne. Il fallait chercher le renseignement, l'interpréter et le transposer dans le domaine militaire.

Ceci a été fait dans toute la mesure de nos moyens limités, grâce surtout au surcroît de travail que se sont imposés les responsables de la section ABC, grâce aussi au travail remarquable de l'EMG.

### Ce qui nous manque

Mais alors que manque-t-il à notre préparation? Deux choses essentielles:

— Le service ABC est resté une affaire de spécialistes, qui font la guerre moderne entre eux. La troupe, et notamment la plupart des officiers de tous grades, sont ignorants de ces questions et ne s'en préoccupent guère. Ils préparent consciencieusement la guerre conventionnelle. Ils l'assaisonnent parfois d'explosions atomiques, sans étudier réellement le fond des problèmes qu'elles posent et sans en tirer les conséquences pratiques.

— Le service ABC ne s'occupe que des problèmes militaires. Pourtant, dans l'ère atomique, la Suisse ne se résume pas à une armée et à des axes de pénétration. Il y a également des civils qui y habitent dans des villes et des villages. Cette population civile et la troupe sont imbriquées l'une dans l'autre. Elles ne peuvent pas être dissociées, depuis que les armes ont un rayon d'action considérablement accrû et que la notion de front plus ou moins statique a été abandonnée. Les rayons, les microbes et les toxiques n'atteignent pas seulement ceux qui portent l'uniforme, c'est-à-dire le 10 % de la population suisse.

### Ce qu'il faut faire

Une improvisation dans le domaine de la protection contre les effets des armes atomiques, biologiques et chimiques n'est pas concevable et il faut se méfier de tout dilettantisme.

Si donc on admet, comme la majorité des stratèges, qu'en cas de guerre européenne, les armes atomiques sont probables, voire même certaines, parce que les occidentaux n'ont pas d'autres moyens de défendre l'Europe, il faut d'urgence:

— apprécier aussi exactement que possible la forme que prendrait une telle guerre atomique sur notre sol et la faire connaître à chacun. Il est raisonnable de penser que les belligérants chercheraient à se limiter sur tous les fronts aux armes « tactiques », dont la puissance énergétique serait semblable à celle des bombes de Hiroshima et Nagasaki. On peut probablement exclure des champs de bataille les armes « stratégiques » de très grande puissance, contre lesquelles il n'existe pas de protection réellement efficace;
— étudier *toutes* les conséquences que cette forme de guerre aurait pour l'ensemble de la population et la conduite de la guerre. De telles études ont été faites, mais les résultats en sont peu connus parce que peu diffusées. On a toujours peur d'effrayer, alors que c'est le silence qui inquiète;
— intensifier considérablement la préparation de la troupe et, en particulier, des officiers. Quelques théories faites par un spécialiste et écoutées d'une oreille distraite ne préparent pas à la guerre atomique;
— organiser enfin la protection ABC de la population civile, conjointement avec celle de la troupe et sous l'impulsion des états-majors territoriaux et des organes de protection civile.

Des exercices combinés devraient avoir lieu. On verra fatalement, à l'étude systématique de ces problèmes, qu'il faut repenser beaucoup de questions qu'on pensait résolues, notamment l'organisation et la mission du service de santé et de la section ABC. Il n'est pas concevable que, dans une guerre atomique, ils limitent leur activité aux problèmes de l'armée, bien moins encore, comme certains le voudraient, aux problèmes du front. (à suivre)

# Militärische Kurzberichte

## Zivilschutzdemonstration in Thun

ag Im Rahmen der Thuner Zivilschutzwoche demonstrierte bei der Schlossruine Charteuse ein leichter Luftschutzzug unter kriegsmässigen Bedingungen einen Einsatz in Rauch und Trümmern. Diese Demonstration am Objekt diente der Truppenausbildung und war zudem für das Publikum zugänglich. Ein Vertreter der Zivilschutzorganisation Hilterfingen kommentierte die Uebung, die unter der Leitung von Hauptmann Koch stand und der Oberstbrigadier D. Nicolas beiwohnte. Die Uebung ging vom supponierten Bombenangriff auf die Schlossruine aus, die in Brand geraten und teilweise zusammengestürzt war. Der leichte Luftschutzzug demonstrierte nun unter dem Einsatz aller technischen Mittel, die ihm zur Verfügung stehen (Motorspritzen, Kompressoren, Presslufthämmer, Kreislauf- und Sauerstoffgeräte, Scheinwerfer, Sanitätsmaterial usw.), den in zwei Phasen aufgeteilten Einsatz der Lösch- und Räumungsmannschaften und der Bergungstrupps. Innert kurzer Zeit war der Brand so weit eingedämmt, dass die Räumungsmannschaften eingreifen und den Weg zu den Verschütteten und Verwundeten freimachen konnten. Vor dieser Demonstration hatten die Zuschauer Gelegenheit, sich vom Materialpark einer Luftschutzkompagnie ein Bild zu machen, wobei sich Angehörige der Luftschutzkompagnie für die Beantwortung von Fragen zur Verfügung stellten.

## Mosquito, eine schweizerische drahtgesteuerte Panzerabwehrrakete

Die drahtgesteuerten Panzerabwehrraketen sind dazu bestimmt, Panzer, vor allem fahrende, auf mittlere und besonders auf grosse Entfernung (300 bis 2200 m) ausser Gefecht zu setzen. Weil sie — im Unterschied zu den ballistischen Panzerabwehrmitteln — während des Fluges dauernd nachgesteuert werden, treffen sie ihr Ziel mit optimaler Wahrscheinlichkeit. Die ausschlaggebenden Kriterien bei